



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

# Association Laïque du Prado

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Laïque du Prado

143 cours Gambetta - BP 89 - 33402 Talence Cedex

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

## **Association Laïque du Prado**

143 cours Gambetta - BP 89 - 33402 Talence Cedex

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'Association Laïque du Prado,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Laïque du Prado relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « B-3/ Événements postérieurs à la clôture » fait état des incertitudes pesant sur la continuité de l'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné la situation de votre association au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 12 juin 2025

KPMG SA

 Signature  
numérique de  
Alexandra Lesage  
Date : 2025.06.12  
22:55:56 +02'00'

Alexandra LESAGE

Associée

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherches et de développement	51 477	14 705	36 772	3 705
Autres	173 370	84 401	88 968	105 349
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 324 214		2 324 214	2 306 189
Constructions	71 845 411	30 917 033	40 928 377	30 092 687
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 752 527	5 242 992	509 535	618 625
Autres	17 853 976	13 833 580	4 020 395	4 599 080
Immobilisations corporelles en cours	32 636		32 636	1 545 435
Immobilisations financières				
Participations	2 681		2 681	381
Autres titres immobilisés	20 907		20 907	19 809
Prêts	1 217		1 217	1 217
Autres	618 829		618 829	704 141
ACTIF IMMOBILISE - TOTAL (I)	98 677 244	50 092 712	48 584 532	39 996 620
ACTIF CIRCULANT				
Matières premières et fournitures				
Stocks et en-cours	279 597	398	279 198	463 451
Avances et acomptes sur commandes	70 926		70 926	12 705
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	13 355 934	2 643 466	10 712 469	16 106 476
Autres	1 923 487		1 923 487	2 515 395
Valeurs mobilières de placement	153		153	153
Disponibilités	6 280 486		6 280 486	7 792 201
Charges constatées d'avance	34 933		34 933	18 876
ACTIF CIRCULANT - TOTAL (II)	21 945 516	2 643 864	19 301 652	26 909 255
TOTAL GENERAL (I+II)	120 622 761	52 736 576	67 886 184	66 905 875

## ASSOCIATION LAÏQUE DU PRADO

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	687 358	687 358
Fonds propres complémentaires	30 744	30 744
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	12 870 858	12 006 419
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>11 889 541</i>	<i>11 025 102</i>
Autres réserves		
Report à nouveau	(5 704 232)	(5 571 030)
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(7 434 422)</i>	<i>(6 623 114)</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	(5 369 643)	715 469
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(5 221 908)</i>	<i>606 854</i>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 515 085</b>	<b>7 868 960</b>
Subventions d'investissement	3 349 139	3 240 268
Provisions réglementées	3 524 176	3 468 833
<b>FONDS PROPRES - Total I</b>	<b>9 388 401</b>	<b>14 578 061</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	1 551 940	1 524 696
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II</b>	<b>1 551 940</b>	<b>1 524 696</b>
<b>PROVISION</b>		
Provisions pour risques	484 101	403 317
Provisions pour charges	4 799 024	3 812 923
<b>PROVISIONS - Total III</b>	<b>5 283 124</b>	<b>4 216 241</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	35 604 942	28 317 854
Emprunts et dettes financières divers	201 459	179 095
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 598 415	2 262 935
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 551 325	1 621 095
Dettes fiscales et sociales	10 718 471	11 379 795
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 504	279 060
Autres dettes	1 315 601	1 556 607
Produits constatés d'avance	608 003	990 436
<b>DETTES - Total IV</b>	<b>51 662 719</b>	<b>46 586 877</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>67 886 184</b>	<b>66 905 875</b>

## ASSOCIATION LAÏQUE DU PRADO

COMPTE DE RESULTAT  
ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

LIBELLE	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N 01/2023 - 12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	140	320
Ventes de biens et services	2 798 213	2 333 333
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	93 712 725	92 009 110
Ressources liées à la générosité du public	8 550	22 713
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	984 935	712 495
Utilisations des fonds dédiés	338 178	137 928
Autres produits	245 192	249 111
<b>TOTAL (I)</b>	<b>98 087 934</b>	<b>95 465 011</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Autres achats et charges externes	25 830 894	23 638 741
Impôts, taxes et versements assimilés	5 743 950	5 386 156
Salaires et traitements	45 346 125	43 741 022
Charges Sociales	17 118 108	16 237 420
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 666 778	4 113 674
Dotations aux provisions	1 471 856	667 504
Reports en fonds dédiés	381 190	540 711
Autres charges	481 011	379 893
<b>TOTAL (II)</b>	<b>103 039 912</b>	<b>94 705 120</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>(4 951 978)</b>	<b>759 891</b>
<b>Produits financiers</b>		
Valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus, autres	52 760	19 779
<b>TOTAL (III)</b>	<b>52 760</b>	<b>19 779</b>
<b>Charges financières</b>		
Intérêts et charges assimilées	679 412	595 806
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>679 412</b>	<b>595 806</b>
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>(626 652)</b>	<b>(576 027)</b>
<b>3.RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>(5 578 630)</b>	<b>183 863</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	55 229	399 546
Sur opérations en capital	401 441	223 882
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	112 226	110 639
<b>TOTAL (V)</b>	<b>568 897</b>	<b>734 068</b>
<b>Charges exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	58 342	92 789
Sur opérations en capital	123 378	38 851
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	165 528	66 075
<b>TOTAL (VI)</b>	<b>347 248</b>	<b>197 715</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNELS (V-VI)</b>	<b>221 648</b>	<b>536 352</b>
<b>Impôts sur les sociétés (VI)</b>	<b>12 661</b>	<b>4 747</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>98 709 590</b>	<b>96 218 857</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>104 079 233</b>	<b>95 503 388</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>(5 369 643)</b>	<b>715 469</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(5 221 908)</i>	<i>606 854</i>

## **SOMMAIRE DE L'ANNEXE**

### **A - Objet social et activités réalisées**

- 1) Objet social
- 2) Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées
- 3) Description des moyens mis en œuvre

### **B - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

- 1) Évènements principaux de l'exercice
- 2) Principes, règles et méthodes comptables
- 3) Changement de méthode comptable

### **C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

#### **1) BILAN ACTIF**

Note N° 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES  
Note N° 2 : AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS EN K€  
Note N°3 : ACTIF CIRCULANT

#### **2) BILAN PASSIF**

Note N° 1 : FONDS PROPRES  
Note N°2 : FONDS DEDIES  
Note N° 3 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES  
Note N° 4 : DETTES FINANCIERES - CLASSEMENT PAR ECHEANCE  
Note N° 5 : AUTRES DETTES - CLASSEMENT PAR ECHEANCE

### **D - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

Note N°1 : PRODUITS D'EXPLOITATION  
Note N°2 : VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN  
Note N°3 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

### **E - AUTRES INFORMATIONS**

Note N°1 : ENGAGEMENTS HORS BILAN  
Note N° 2 : HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
Note N° 3 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS  
Note N° 4 : OPERATIONS NON HABITUELLES OU NON CONCLUES A DES CONDITIONS NORMALES

## A - OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour but de créer, acquérir, louer et gérer des établissements et services d'éducation, de rééducation, de santé et de soutien aux personnes et aux familles dans la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

L'association assure la gestion d'établissements répartis en 2 pôles : le pôle Protection de l'enfance, le pôle Médico-social et Citoyenneté, dont la composition est présentée au niveau du tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif.

Les établissements sont majoritairement des MECS, ITEP, SESSAD, EHPAD, IME, IMP, IES, AEMO, PPS, FO, FAM, CHRS, ainsi qu'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, le SAMU Social et un pôle logement.

L'activité de ses établissements est répartie sur les départements de la Gironde, de la Charente-Maritime (EHPAD) et des Landes.

Les financements sont principalement des concours publics et des subventions provenant des Conseils Départementaux de la Gironde, de la Charente-Maritime et des Landes, de l'ARS Nouvelle Aquitaine et de la DDETS.

## B - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 1) Éléments principaux de l'exercice :

- Poursuite des remboursements des PGE pour 1 341 k€. Le solde des PGE s'élève à 953 k€ ;
- Ouverture d'une pension de famille de 22 places à Villenave d'Ornon ;
- Extension de 9 places de SESSAD sur le CPOM ARS Gironde au 1er novembre 2024 ;
- Signature d'un CPOM avec la DDETS pour la période 2023-2027 qui regroupe des services du pôle logement et du Samu Social ;
- Fermeture du service des MASP suite à la décision du CD33 d'internaliser cette activité : coût de 96 k€ ;
- SEGUR pour tous : Suite à l'agrément de l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Segur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation sur la CCUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, l'ensemble des salariés de l'association est éligible au SEGUR avec effet rétroactif au 1er Janvier 2024.

Il est à noter les investissements suivants pour l'exercice 2024 :

- L'acquisition le 27 décembre 2024 des murs de l'EHPAD Océance d'Oléron pour un coût (frais d'acquisition inclus) de 9 658 k€ ;
- La fin des travaux de réaménagement de l'EHPAD de la Mirambelle pour 173 k€ ;
- La mise en service en Avril 2024 de la pension de familles de Villenave d'Ornon (1 601 k€) et des nouveaux bureaux du CSE (353 k€). Les dépenses déjà engagées au 31 décembre 2023 s'élevaient à 1 371 k€ ;
- La réalisation de travaux sur les terrasses et l'étanchéité pour la MECS Saint-Joseph d'un montant de 464 k€ ;
- Les travaux d'agrandissement des locaux de LISA pour 139 k€ ;
- Les autres investissements correspondent à des renouvellements de véhicules (399 k€), de matériel de bureau et informatique (437 k€), du mobilier (123 k€) et de matériel (117 k€).

Tous les investissements significatifs en cours (1 545 k€) au 31 décembre 2023 ont été mis en service au cours de l'exercice 2024.

### 2) Principes, règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions suivantes :

- Code de commerce ;
- Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Dispositions spécifiques applicables de l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 3) Evénements postérieurs à la clôture

Lors des rencontres de Janvier 2025, le Conseil Départemental de la Gironde a exprimé ses importantes difficultés économiques qui l'ont amené à demander aux associations girondines de la protection de l'enfance des économies de l'ordre de 25 m€. Il est demandé aux associations une transformation progressive des places d'hébergement vers des mesures d'accompagnement à la parentalité à partir du domicile. Les économies demandées à l'association Laïque Le Prado s'élèvent à 4.8 m€ minimum dont 1.8 m€ au titre de CAMINA et 3 m€ sur les autres établissements.

### Fermeture DMARR :

Par courrier du 3 mars 2025, le CD33 a acté officiellement la fermeture du service DMARR. Le Conseil d'Administration extraordinaire, réuni le 17 mars 2025, a pris en compte cette décision et a acté la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) à partir du 18 mars 2025.

Les accueils des enfants se poursuivront jusqu'au 4 mai 2025.

Outre le déficit récurrent de fonctionnement, les charges liées à la fermeture de l'établissement sont évaluées aux montants suivants :

- Plan de sauvegarde de l'emploi (y compris congés de reclassement, indemnités de licenciement, honoraires d'accompagnement, paiement des congés non pris) : 514 k€ ;
- Autres dépenses sur contrat avec engagements jusqu'au 31 décembre 2025 (loyers, mises à disposition de salariés) : 133 k€ ;
- Provision pour créances antérieures non payées sur l'exercice 2024 : 2 560 k€.

### Continuité d'exploitation :

L'augmentation du niveau des créances du département de la Gironde, associée à l'absence de financement du dispositif du SEGUR pour tous, notamment sur le périmètre du Conseil Départemental de la Gironde, a contribué à dégrader la situation financière de l'association.

Ce contexte explique en partie le déficit de l'exercice.

Diverses mesures visant à réduire les coûts et à renforcer le fonds de roulement ont été analysées et mises en œuvre, notamment celles détaillées au paragraphe « Événements postérieurs » de la présente annexe.

À ce jour, la poursuite de l'activité n'a fait l'objet d'aucune remise en question de la part de l'ensemble des partenaires, qu'il s'agisse des autorités de tarification ou des établissements bancaires.

C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1) BILAN ACTIF

Note N° 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Immobilisations incorporelles en k€	Solde au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Sorties 2024	Solde au 31 décembre 2024
Frais de recherche et de développement	14	38		51
Autres immobilisations incorporelles	173			173
Total Immobilisations incorporelles	187	38	0	225

Immobilisations corporelles en k€	Solde au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Sorties 2024	Solde au 31 décembre 2024
Terrains	2 306	18		2 324
Constructions	58 718	13 137	10	71 845
Installations, matériel et outillage techniques	5 640	121	9	5 753
Autres immobilisations corporelles	17 315	967	427	17 854
Immobilisations corporelles en cours	1 545		1 513	33
Total Immobilisations corporelles	85 524	14 243	1 959	97 809

Immobilisations financières en k€	Solde au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Sorties 2024	Solde au 31 décembre 2024
Participations	0	2		3
Autres titres immobilisés	20	1		21
Prêts	1			1
Autres immobilisations financières	704	41	127	619
Total Immobilisations financières	726	45	127	644

Note N° 2 : AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS EN K€

Les modes et durées d'amortissements sont les suivants :

TYPE	MODE	DUREE
Constructions	Linéaire	15 à 50 ans
Matériel et Outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	6 ans
Matériel et Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Installations générales	Linéaire	10 à 20 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles en k€	Solde au 31 décembre 2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Solde au 31 décembre 2024
Frais de recherche et de développement	10	5		15
Autres immobilisations incorporelles	68	16		84
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. i	78	21	0	99

Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles en k€	Solde au 31 décembre 2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Solde au 31 décembre 2024
Terrains				
Constructions sur sol propre	27 871	2 244	10	30 106
Constructions sur sol d'autrui	754	57		811
Installations, matériel et outillage techniques	5 022	230	9	5 243
Autres immobilisations corporelles	12 715	1 523	405	13 834
TOTAL amortissements et dépréciations des immob.	46 362	4 055	424	49 994

Note N° 4 : ACTIF CIRCULANT - CLASSEMENT PAR ECHEANCE

Toutes les créances sont a moins d'un an.

Créances en k€	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Créances de l'actif circulant	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés (*)	13 356	13 356	-
Autres	1 930	1 930	-
Charges constatées d'avance	35	35	-
TOTAL	15 321	15 321	-

(\*) pour l'AIVS : Le montant de la dette aux bailleurs de l'AIVS est de 196 k€.  
Le montant de la créance des locataires de l'AIVS est de 43 k€.  
Le montant de la trésorerie d'équilibre de l'AIVS est négative de 195 k€.

## 2) BILAN PASSIF

### Note N° 1 : FONDS PROPRES

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

**Tableau de variation des fonds propres**

Fonds propres	Montant net 31/12/2023	Affectation de résultat	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Fonds associatifs sans droit de reprise	0				0
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres statutaires	687				687
Fonds propres complémentaires	31				31
Réserves	0				0
Autres réserves	12 006	864	0	0	12 871
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>11 025</i>	<i>864</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>11 890</i>
Report à nouveau	-5 571	-133	0	0	-5 704
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-6 623</i>	<i>-811</i>		<i>0</i>	<i>-7 434</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	715	-715		-5 370	-5 370
<i>Dont Excédent ou déficit à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>607</i>	<i>-607</i>		<i>-5 222</i>	<i>-5 222</i>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>7 869</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>-5 370</b>	<b>2 515</b>
Subventions d'investissement	3 240		273	-164	3 349
Provisions réglementées	3 469		168	-112	3 524
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>14 578</b>	<b>16</b>	<b>440</b>	<b>-5 646</b>	<b>9 388</b>

### Fonds propres sans droit de reprise et réserves

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Les autres réserves comprennent principalement les réserves allouées par les financeurs (d'investissement, de trésorerie ou de compensation) et les mises en réserve de résultat propre à l'association.

Fonds propres sans droit de reprise	Montant net 31/12/2023	Affectation de résultat	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Fonds statutaires	687				687
Apports sans droit de reprise	31				31
Legs et donations	0				0
Subvention d'investissement non renouvelables	0				0
<b>TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>718</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>718</b>
Réserves affectées à l'investissement	5 928	-166			5 762
Réserves de trésorerie	1 294				1 294
Réserves de compensation des déficits d'exploitation	3 037	1 093			4 130
Réserves de compensation des charges d'amortissement	766	-62			704
Autres réserves	981				981
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>12 006</b>	<b>864</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 871</b>

### Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des établissements qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants.

Fonds propres sans droit de reprise	Montant net 31/12/2023	Affectation de résultat	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Report à nouveau					
Report à nouveau en gestion propre	1 052	678			1 730
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-6 623	-811			-7 434
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	789	357			1 146
Amortissements comptables excédentaires	-1 213	-67			-1 280
Dépenses pour congés payés	-4 154	-498			-4 652
Dépenses pour CET	-1 123	-94			-1 217
Dépenses pour IDR	-306	-170			-476
Autres rejets	-616	-340			-956
<b>TOTAL REPORTS A NOUVEAU</b>	<b>-5 571</b>	<b>-133</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-5 704</b>

## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

Fonds propres sans droit de reprise	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (c/131)	5 349	273		5 622
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (c/139)	-2 109	-164		-2 273
<b>TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 240</b>	<b>109</b>	<b>0</b>	<b>3 349</b>

ETABLISSEMENTS	DATES	BIENS SUBVENTIONS	MONTANT BRUT	AMORTIS.	MONTANT NET
MIRAMBELLE	2009	Construction	700	Linéaire 25 ans	365
MOULIN DU VAL DU BRUANT	2023	Matériel	17	Linéaire	12
RAYMOND BLOY			1 471		556
E.S.P.A.A.S	1999 et 2000	Construction	213	Linéaire sur 10 et 20	9
MAISON RELAIS LANGON	2009	Construction	423		97
MAISON RELAIS BRAUD ET ST LOUIS	2011	Construction	162		53
MAISON RELAIS VILLENAVE D'ORNON	2023	Construction	756		744
LISA		Matériel	672		397
RHVS	2021	Construction	801	Linéaire	745
SAMU	2021	Construction	407	Linéaire	373
<b>TOTAL</b>			<b>5 622</b>		<b>3 349</b>

## PROVISIONS REGLEMENTEES

Provisions réglementées en k€	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
141 - Destinées à la couverture du BFR	57			57
145 - Amortissements dérogatoires	1 074	51	112	1 012
148 - Autres provisions réglementées	2 337	117		2 454
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>3 469</b>	<b>168</b>	<b>112</b>	<b>3 524</b>

Note N°2 : FONDS DEDIES

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Fonds dédiés issues de en k€	Montant net 31/12/2023	Reports	Utilisation (1)	Montant net 31/12/2024	Dont fonds dédiés pour des projets sans dépenses au cours des 2 dernières années
<b>192 - contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS</b>					
<b>1921 - Investissement</b>	<b>352</b>	<b>2</b>	<b>50</b>	<b>304</b>	
Investissements PPS	83		39	44	
Investissements Passerelle	48	2	9	41	
Investissements LISA	60			60	
Investissements Océane - Val de bruant	161		2	160	
<b>1922 - Exploitation</b>	<b>727</b>	<b>320</b>	<b>231</b>	<b>816</b>	
ARS - Prises en charge spécifiques et stagiaires ARS	68	33	48	53	
ARS - QVT	175		70	105	
CD33 - Prévention	9	72	5	77	
LISA - Autres	326	175		501	
ASAP	34		34		
EHPAD CNR (Télémédecine, QVT, Resante-vous)	115	39	74	80	
<b>194 - Subventions d'exploitations</b>					
<b>1941 - Investissement Modil-Logement Foyer</b>	<b>39</b>			<b>39</b>	
<b>1942 - Exploitation</b>	<b>101</b>	<b>40</b>	<b>42</b>	<b>98</b>	
EHPAD - Autres	17	9	8	19	
LISA - Grand Froid	10			10	
PENSIONS FAMILLES - Projets	12	24	12	24	
AUTRES	61	7	23	45	
<b>195 - Contributions financières d'autres organismes</b>					
<b>1951 - Investissement</b>	<b>286</b>		<b>10</b>	<b>276</b>	
MODIL - Investissement Maison Relais Langon	6		1	6	
LISA - Investissements	280		9	270	
<b>1952 - Exploitation</b>					
<b>196 - Ressources liées à la générosité du public</b>					
<b>1961 - Investissement</b>					
<b>1962 - Exploitation</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>19</b>	
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>	<b>1 525</b>	<b>365</b>	<b>338</b>	<b>1 552</b>	<b>0</b>

(1) Aucun remboursement de fonds dédiés n'a été constaté sur l'exercice.

Note N° 3 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EN K€ :

Provisions pour risques et charges en k€	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Provision pour risques	403	307	-226	484
Dépôts à la retraite	1 350	247	-134	1 463
Provision Compte Epargne Temps	2 325	917	-44	3 198
Fonds dédiés à la R.T.T.	117			117
Provision effet conventionnel	6			6
Autres provisions pour charges	14			14
<b>TOTAL</b>	<b>4 216</b>	<b>1 472</b>	<b>-405</b>	<b>5 283</b>

Les provisions pour risques correspondent à des litiges prud'homaux concernant 8 salariés pour un montant de 484 k€.

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes selon la méthode simplifiée suivante historiquement appliquée par l'association :

Conventionnellement, tout salarié a droit à une indemnité de départ à la retraite équivalent à :

- 1 mois de rémunération pour une ancienneté comprise entre 10 et 15 ans,
- 3 mois de rémunération pour une ancienneté comprise entre 15 et 25 ans,
- 6 mois de rémunération pour une ancienneté supérieure à 25 années d'ancienneté.

La méthode de calcul des provisions de départ à la retraite se constitue par cinquième durant les cinq années précédant le départ :

- un cinquième provisionné pour un départ à N+5,
- deux cinquièmes provisionné pour un départ à N+4,
- trois cinquièmes provisionné pour un départ à N+3,
- quatre cinquièmes provisionné pour un départ à N+2,
- cinq cinquièmes provisionné pour un départ à N+1.

	Provisionné	Non provisionné	Total
Engagements retraite	1 463	2 145	3 609

L'engagement global des indemnités de départ en retraite a été évalué selon les hypothèses économiques suivantes :

Taux d'actualisation : 3,38 %  
Taux de turnover : 9,5 % et 0 % au-delà de 55 ans  
Taux d'évolution des salaires : 1,5 %  
Taux de charges sociales : 50 %  
Age de départ à la retraite : 64 ans

**Note N° 4 : DETTES FINANCIERES - CLASSEMENT PAR ECHEANCE**

RUBRIQUE	31/12/2023	Souscriptions	Remboursements	31/12/2024
Emprunts (hors PGE) en k€	26 023	9 978	-1 350	34 651
PGE en k€	2 295		-1 342	953
<b>Total emprunts en k€</b>	<b>28 318</b>	<b>9 978</b>	<b>-2 691</b>	<b>35 605</b>

Les principaux emprunts souscrits sur l'exercice 2024 regroupent :

- la fin du déblocage de l'emprunt pour les investissements des EHPAD de 146 k€ principalement pour la Mirambelle ;
- le déblocage pour l'emprunt des travaux de LISA de 238 k€ ;
- le déblocage des emprunts pour les investissements du CPOM ARS 33 de 194 k€ ;
- les emprunts pour le financement de l'acquisition des murs de l'EHPAD Océane d'Oléron pour 9 400 k€.

RUBRIQUE	31/12/2024	Échéance - 1 an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance + 5 ans
Capital	35 605	2 527	6 454	26 487
Intérêts	13 579	954	3 376	8 916

RUBRIQUE	31/12/2023	AUGMENTATION	DIMINUTION	31/12/2024
Dépôts et cautionnements bancaires reçus k€	179	22		201

**Note N° 5 : AUTRES DETTES - CLASSEMENT PAR ECHEANCE**

Toutes les dettes ont une d'exigibilité à une échéance à moins d'un an.

Dettes(b) en K €	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	à plus 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 551	1 551		
Dettes fiscales et sociales	10 722	10 722		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	65	65		
Autres dettes	1 311	1 311		
Avance et acompte reçu sur commande	1 598	1 598		
Produits constatés d'avance	608	608		
<b>TOTAL</b>	<b>15 856</b>	<b>15 856</b>	-	-

**D- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

**Note N° 1 : PRODUITS D'EXPLOITATION**

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Tableau des subventions

Nom du service	ARS	DDETS	Département	Autres	TOTAL
AUTRES ETS					
DMARR - MISE A L'ABRI				20	20
<b>Total Pôle Protection de l'enfance</b>				<b>20</b>	<b>20</b>
FRANCE VICTIMES ALP			21	332	353
REPARATION-MEDIATION			89	1	90
SAMU SOCIAL	214	1 503	135	315	2 168
SMJPM ASAP		10			10
CJSE - ENQUETES PENALES			16	2	18
MODIL - CLLAJ		1 717	223	909	2 849
ALICE				26	26
AIVS		91	11	214	316
DHAPRE		275			275
LISA		1 700	234	9	1 942
EHPAD			6	3	9
CPOM ARS 33				1	1
<b>Total Pôle Médico-Social Citoyenneté</b>	<b>214</b>	<b>5 296</b>	<b>736</b>	<b>1 811</b>	<b>8 056</b>
<b>TOTAL ALP</b>	<b>214</b>	<b>5 296</b>	<b>736</b>	<b>1 831</b>	<b>8 076</b>

Tableau des concours publics

Nature des concours publics	ARS	DDETS	Département	Autres	TOTAL
<b>Concours publics</b>					
CPOM - ARS Gironde	9 384				<b>9 384</b>
Château Sauvage	597		2 559		<b>3 156</b>
CPOM - EHPAD	3 780		1 679	4 446	<b>9 905</b>
CHRS (SAMU Social)		199			<b>199</b>
ASAP		2 857	9	446	<b>3 311</b>
Réparation				624	<b>624</b>
DPEF			53 047		<b>53 047</b>
Prévention spécialisée			1 964		<b>1 964</b>
LISA	155	943	1 854	90	<b>3 042</b>
CJSE				1 005	<b>1 005</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13 915</b>	<b>3 999</b>	<b>61 111</b>	<b>6 611</b>	<b>85 636</b>

Note N° 2 : VENTILATION DE L'EFFECTIF

Personnel salarié	31/12/2024	31/12/2023
Personnel administratif	183	183
Personnel éducatif	737	719
Personnel paramédical et médical	161	158
Service généraux	214	207
Assistants familiaux	39	38
Instituteurs	10	11
	<b>1344</b>	<b>1316</b>

Note N° 3 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;

Les locaux suivants sont mis à disposition gratuitement :

Site / Bien	Etablissement	Entité
Foyer du Gardera - 70 route de Langoiran - 33550 Langoiran	Gardera	Conseil Départemental Gironde
Home Philippe Madrelle - lieu dit Lagrue Est - 33210 Mazères	Home Philippe Madrelle	Conseil Départemental Gironde
Maison 3 rue de Guyenne - 33160 Saint Médard en Jalles	Camina Médoc	Conseil Départemental Gironde
Bureau maison des associations 47 boulevard de Quinault - 33500 Libourne	CJSE	Commune de Libourne
Bureau (1 jour par semaine) 16 Place du Général de Gaulle - 33720 Cérons	CJSE	Commune de Cérons
Bureau (1 jour par semaine) 44 rue Dantagnan - 33240 Saint-André de Cubzac	CJSE	Communauté de Communes du Grand Cubzaguais
Locaux 41 rue Deyries - 33000 Bordeaux	MODIL	Commune de Bordeaux
Locaux 45 allée Serr - 33000 Bordeaux	MODIL	Bordeaux Métropole
Maisons Ambarès - 54 rue Paulin De La Nole - 33440 Ambarès	La Verdière / Camina	Association pour la Réadaptation et l'Intégration

## E - AUTRES INFORMATIONS

### Note N° 1 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### Engagements donnés

Par bail emphytéotique du 17 Avril 2001, la commune de Bègles a loué à l'Association Laïque du Prado, un terrain pour un loyer annuel de 1 500 € pour une durée de 50 ans à charge pour l'association de remettre à la commune de Bègles les constructions qui auront été édifiées à l'issue du bail.

Crédit Coopératif HCNR de 200 000 € (restant dû 137 k€)

Caution Crédit Coopératif du Département de la Gironde à 100% sur l'agrandissement du Foyer Château Sauvage (569 k€)

Caution Crédit Coopératif du Département de la Gironde à 100% sur l'agrandissement du Foyer Château Sauvage (2 714 k€)

Caution Crédit Coopératif du Département de la Gironde à 100% sur l'agrandissement du Foyer Château Sauvage (1 972 k€)

Promesse d'affectation hypothécaire pour un montant sur emprunt CEAPC de CAMINA La Réole (116 k€)

Privilège du prêteur de deniers pour 580 k€ sur emprunt CEAPC de CAMINA Eysines

Privilège du prêteur de deniers pour 282 k€ sur emprunt CEAPC de CAMINA Langon

Promesse d'affectation hypothécaire pour un montant de 1€ sur emprunt CEAPC de Foyer Labarthe

Privilège du prêteur de deniers pour 175 k€ sur emprunt CEAPC de LISA

HCNR pour un montant de 875 K€ et privilège du prêteur de deniers pour 200 k€ sur emprunt CEAPC de l'achat du terrain et de la construction d'un nouveau bâtiment à Mazères de la MECS St Joseph (1 016 K€).

Caution Personnel Morale de République Française pour un montant de 505 k€ sur emprunt PGE de CEAPC

Caution Personnel Morale de République Française pour un montant de 353 k€ sur emprunt PGE de CEAPC

Caution de CEGC pour emprunt CEAPC pour 766 k€ sur emprunt 3 EHPAD (phase de préfinancement)

Promesse d'hypothèque Crédit Mutuel sur travaux LISA (12 k€)

Nantissement de compte bancaire rémunéré pour emprunt Crédit Mutuel sur travaux LISA (12 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur achat bâtiment AIVS / RSA (482 k€)

Hypothèque Société Générale sur emprunt AEMO Portets (89 k€)

Hypothèque Société Générale sur emprunt Annexe Philippe Barbe (99 k€)

Hypothèque Société Générale sur terrain LISA (124 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur restructuration MECS ST Joseph (215 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur achat IMP Tujan (202 k€)

Subrogation de privilège de vendeur de bien immobilier Société Générale sur immeuble Rue Leyronne (517 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur emprunt MECS Robert Pouget (494 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Camina Langon (85 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Atelier Pédagogique (141 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Camina Ludon (383 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Asap Libourne (98 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Siège (1 105 k€)

Caution Société Générale du Département de la Charente- Maritime à 100% sur l'agrandissement de l' EHPAD La Mirambelle (679 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Ehpac Océance (4 700 k€)

Hypothèque Banque Postale sur bureaux CSE Villenave d'Ornon (328 k€)

Hypothèque Banque Postale sur immeuble Ehpac Océance (4 700 k€)

Caution Banque des Territoires du Département de la Gironde sur Maison Relais de Langon (373 k€)

Caution Banque des Territoires du Département de la Gironde sur Maison Relais de Braud (893 k€)

Caution Banque des Territoires du Département de la Gironde sur RHVS (1 040 k€ et 2 452 k€)

Caution Banque des Territoires de Bordeaux Métropole sur SAMU Social (303 k€ et 715 k€)

Caution Banque des Territoires de Bordeaux Métropole sur Pension de famille de Villenave d'Ornon (33 k€ et 810 k€)

Caution Banque des Territoire de commune Saint Pierre du Mont (50%), CGLLS (50 %) et hypothèque sur LISA Pommies (225 k€)

Caution Banque des Territoire de commune Mont de Marsan (50%), CGLLS (50 %) et hypothèque sur LISA Resistance (381 k€)

#### Engagements reçus

Au titre de notre activité de gestion immobilière (AIVS), la Compagnie Européenne de garanties et cotisations a délivré à l'ALP une attestation de garantie de 380 k€ en 2024.

#### Note N° 2 : Honoraires de commissariat aux comptes

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes, versés au cours de l'année 2024, s'élève à 57 k€ TTC.

#### Note N° 3 : Rémunération des dirigeants :

Au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, les 3 plus hauts cadres dirigeants étant des bénévoles (Président, Vice-Président et Trésorier) le montant de leurs rémunérations s'élèvent à 0€.

#### Note N° 4 : Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

L'association n'a pas réalisé d'opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales autres que celles mentionnées dans les faits majeurs de l'exercice.

ANNEE 2024

TABLEAU DE PASSAGE DU BILAN AU COMPTE ADMINISTRATIF PROPOSÉ

N°	Nom du service	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE RESULTATS	AMORTISSEMENT DEROGATOIRE	PROVISIONS CONGES PAYES	TRANSFERT DE CHARGES	REPRISE SUR RESERVES	REPRISE PROVISION DEPART RETRAITE	REPRISE PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	REPRISE PROVISION LITIGES	REPRISE SUBVENTION INVESTISSEMENT	COMPTE ADMINISTRATIF
12	VERDIERE	-277 486 €	-106 589 €		13 837 €		32 500 €	-21 948 €				-359 686 €
13	RSA	-92 864,70 €	10 604 €	-10 065 €	-27 695 €							-120 020 €
14	AEMO	-130 899 €	167 732 €	-1 503 €	-64 625 €			-25 185 €				-54 480 €
17	MECS ROBERT POUGET	246 393 €	0 €	-20 049 €	-579 €							225 765 €
18	FOYER LABARTHE	-150 933 €	17 669 €		2 342 €							-130 923 €
19	SEIS	-45 946 €	-200 984 €		-38 385 €							-285 315 €
23	PPS	-102 231 €	204 406 €		-23 760 €							77 543 €
27	SEPAJ	-61 511 €	-16 910 €		-42 591 €		25 000 €					-96 011 €
41	SEPAJ LES RESTAURANTS	-7 467 €										-7 467 €
32	SAAS	-141 515 €	31 298 €		661 €							-109 556 €
33	JEUNES PARENTS	-39 224 €	35 936 €		-2 559 €							-5 847 €
35	HOMME PHILIPPE MADRELLE	-266 306 €	52 218 €		18 567 €			-12 163 €		-180 120 €		-387 804 €
36	PASSEREL	10 854 €	27 023 €		-5 741 €							32 136 €
38	M.E. ST JOSEPH	269 253 €	-49 447 €		-61 255 €			-3 511 €				155 041 €
47	GARDERA	-197 053 €	-182 255 €		-19 154 €			-1 104 €		-16 558 €		-416 123 €
26	DMARR - MISE A L'ABRI	-2 854 196 €	-137 799 €		15 332 €							-2 976 662 €
31	CAMINA	-567 023 €	816 171 €		-87 114 €							162 034 €
Total Pôle Protection de l'enfance		-4 408 154 €	669 075 €	-31 617 €	-322 719 €	-873 €	57 500 €	-63 911 €	0 €	-196 678 €	0 €	-4 297 376 €
5	MIRABELLE	-208 632 €		28 945 €								-179 687 €
6	OCEANE	40 581 €										40 581 €
8	MOULIN VAL BRUANT	-281 247 €										-281 247 €
10	R. BLOY	-44 383 €					38 745 €				-49 378 €	-55 016 €
11	JOUALLES	53 234 €					51 560 €					104 794 €
24	CHATEAU TUJEAN	7 491 €					7 460 €					14 951 €
44	CHATEAU SAUVAGE	-115 651 €	66 748 €		-44 090 €		5 744 €	-20 138 €				-107 387 €
15	CMP	-39 304 €			46 852 €			-7 871 €				-323 €
20	FRANCE VICTIMES ALP	-12 949 €										-12 949 €
21	REPARATION-MEDIATION	42 430 €	39 991 €									70 120 €
34	SAMU SOCIAL	22 388 €	-29 806 €									-7 419 €
46	SMJPM ASAP	-19 358 €					20 105 €					-46 888 €
62	CJSE - ENQUETES PENALES	26 085 €										26 085 €
25	MODIL - CLLAJ - MASP	-42 250 €										-29 174 €
37	AIVS	22 152 €										22 152 €
64	DHAPRE	12 586 €										12 586 €
48	RHVS	-297 711 €										-297 711 €
29	ALICE	456 €										456 €
65	LISA	237 681 €	18 497 €		4 871 €		9 955 €					271 004 €
Total Pôle Médico-Social et Citoyenneté		-596 401 €	28 681 €	101 208 €	-16 742 €	-28 000 €	133 569 €	-28 008 €	0 €	0 €	-49 378 €	-455 071 €
16	SIEGE	-572 486 €	-64 369 €		20 161 €							-616 694 €
0	ASSOCIATION	207 397 €										207 397 €
Total Siège et Association		-365 088 €	-64 369 €	0 €	20 161 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-409 297 €
TOTAL ALP		-5 369 643 €	633 387 €	69 591 €	-319 300 €	-28 873 €	191 069 €	-91 919 €	0 €	-196 678 €	-49 378 €	-5 161 744 €